

L'hon. M. PEARSON: Oui. Nous avons dit à ceux qui sont là actuellement que, dans les circonstances, nous croyons préférable pour eux de rentrer au pays. Mais les missionnaires, normalement, ne quittent pas leurs postes.

M. HANSELL: Combien y en a-t-il?

L'hon. M. PEARSON: Il en reste environ trois cents en Chine. J'ignore combien sont des missionnaires...

M. FLEMING: Est-ce que le nouveau gouvernement communiste n'a pas fait circuler le renseignement que ceux qui partiraient n'auraient pas le droit de revenir mais que ceux qui désiraient rester pourraient le faire?

L'hon. M. PEARSON: Je crois que c'est le cas. Nous n'avons reçu des missionnaires, du moins de ceux qui sont dans l'ouest de la Chine, aucune plainte relative à des mauvais traitements ou à l'impossibilité d'accomplir leur travail.

M. COLDWELL: Il y a en Chine des représentants diplomatiques britanniques?

L'hon. M. PEARSON: Oui.

M. COLDWELL: Est-ce qu'ils s'occupent de nos gens? Est-ce qu'il y a collaboration réciproque?

L'hon. M. PEARSON: Il n'y a pas encore eu, à ma connaissance, de cas de ce genre. Les Britanniques n'ont pas installé de représentant à Pékin. La question est encore en voie de négociations. Je ne crois pas qu'il y ait de consuls britanniques dans l'ouest de la Chine.

M. McCUSKER: Puis-je poser une question au ministre?

M. BATER: Sait-on, monsieur Pearson, jusqu'à quel point les Russes ont réussi à établir les bases de leur industrie et de leurs activités commerciales?

L'hon. M. PEARSON: Nous ne savons rien en détail, ni de source autorisée. Il est très difficile, actuellement, de connaître l'étendue de l'activité russe en Chine. Nous possédons certains renseignements indiquant que des techniciens russes aident non seulement les armées chinoises, mais l'industrie chinoise également et qu'ils s'installent en Chine, mais d'après ce que nous savons, ils ne sont pas en très grand nombre. Les Russes manquent de techniciens chez eux. La Chine est un grand pays et, autant que nous sachions, elle n'est pas encore envahie par les techniciens russes.

M. GRAYDON: Pas encore.

L'hon. M. PEARSON: Pas encore. Quant à savoir si elle le sera ou non, vos conjectures valent les miennes.

M. STICK: Vous avez dit, monsieur Pearson, que nous avons notre consul à Nankin et que le gouvernement britannique n'en a pas à cet endroit. J'imagine que si un sujet britannique autre qu'un Canadian demandait l'aide de notre consul, nous l'aiderions autant que nous pourrions.

L'hon. M. PEARSON: Règle générale, étant donné que les consulats britanniques dispersés à travers le monde nous ont grandement aidés, nous devrions être heureux de le faire chaque fois que l'occasion s'en présente. Dans la situation que vous avez mentionnée, cependant, nous ne sommes pas en mesure de faire grand'chose parce que notre représentant n'est pas accrédité à Nankin.

M. STICK: Mais dans les circonstances ordinaires, il lui viendrait en aide?

L'hon. M. PEARSON: Il ferait tout ce qu'il pourrait.

M. COLDWELL: Et la question de reconnaître le gouvernement de Chine?